Nouvelles locales du jeudi 14 juin 2012

@rib News, 14/06/2012Ï Medias- Le Conseil National de la Communication a pris des sanctions contre la radio Rema FM, suite Ã la plainte des prÃ©sidents de trois associations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise. En effet, ces organisations se sont plaintes auprÃ¨s du CNC des propos tenus respectivement en date du 8 et 9 juin sur les ondes de cette radio.Le CNC a donc pris la dÃ©cision dâ€™interdire Ã cette radio de faire un Ã©ditorial, une analyse ou un point de vue pendant un mo Ã compter de ce 14 juin 2012. Selon le prÃ©sident du CNC, la radio Rema FM a dÃ©failli Ã sa mission et lâ€™Ã©ditorial en question nâ€™a pas respectÃ© la dignitÃ© de certaines personnes, de mÃªme que le CNC lui-mÃªme. De plus, le dossier sera transmis Ã la justice. [Isanganiro/Rema/Rpa/Bonesha]
- Lâ€™Observatoire de la Presse Burundaise (OPB) se dit satisfait de cette dÃ©cision puisque de telles choses ne peuvent pas continuer dans un pays oÃ¹ le droit fonctionne normalement. Selon Innocent Muhozi, prÃ©sident de cet observatoire, un tel comportement de la part des mÃ©dias peut engendrer des problÃ¨mes plus graves dans le pays. Câ€™est une dÃ©cision qui devrait donner des leÃ§ons beaucoup de personnes dans ce pays oÃ¹ certaines autoritÃ©s se donnent le droit de dire du nâ€™importe quoi au sujet dâ€™autres.Pour lui, le fait que la radio a rÃ©cidivÃ© aprÃ¨s la premiÃ¨re dÃ©cision du CNC, câ€™ les journalistes reÃ§oivent des injonctions de la part des personnes qui sont hiÃ©rarchiquement supÃ©rieures aux organes du CNC. Il profite de cette occasion pour faire un clin dâ€™Å“il Ã toute personne qui se laisse manipuler de changer de comportement puisque les choses peuvent changer. [Isanganiro/Rpa]- Selon Pacifique Nininahazwe, la dÃ©cision est bonne mais, il ne comprend pas pourquoi la CNC a pris la dÃ©cision de transfÃ©rer le dossier Ã la justice. Pour lui, lâ€™essen Ã©tait de condamner la radio Rema FM pour quâ€™elle reconnaisse sa faute afin que de telles affirmations ne se reproduisent pas au sujet dâ€™autres personnes. [Rpa]- Selon la prÃ©sidente de la radio Rema FM, la dÃ©cision sera exÃ©cutÃ©e comme prononcÃ©e par le CNC. [Rpa/Isanganiro/Bonesha]Ï Droits de lâ€™Homme- Gabriel Rufyiri, prÃ©sident de lâ€™OLUCOME affi quâ€™il est objet de menace de mort de la part des agents de la documentation. Il prÃ©cise quâ€™il reÃ§oit chaque fois des messages tÃ©lÃ©phoniques lui annonÃ§ant sa mort prochaine. Ceci serait dÃ» au fait quâ€™il a dÃ©noncÃ© une probable dÃ©stabilisation de lâ€™Office Burundais des Recettes. [Isanganiro]- Les familles des victimes du vol commis par les 4 agents de transmission du commissaire provincial de la police Ã Bubanza affirment ne pas comprendre comment la Cour dâ€™appel de Bujumbura a Ã©coutÃ© en audience publique ces policiers Ã leur insu alors quâ€™elles devraient aider le MinistÃ¨re Public accuser ces policiers. Elles disent aussi quâ€™elles subissent des intimidations de la part des collÃ¨gues de ces policiers. Rappelons que des sources en provenance des familles de ces policiers parlent dâ€™un plan pour leur libÃ©ration afin quâ€™il aillent tuer toute personne qui a trempÃ© dans le dossier Ã commencer par le journaliste de la RPA dans cette localitÃ© ainsi que les juges qui les ont condamnÃ©s au Tribunal de Grande Instance de Bubanza. (Rpa/Isanganiro)Ï Politique - Lâ€™ex-dÃ©putÃ© de lâ€™EAC ManassÃ© Nzobonimpa sâ€™apprÃªte Ã rentrer au pays natal. Il affirme ne pas connaÃ®tre le jour ex projette rentrer le plus rapidement possible. Il prÃ©cise quâ€™il nâ€™a pas peur de mourir pour le peuple pour qui il combat. Il demande au gouvernement de faire un effort afin dâ€™Ã©radiquer les tueries et la corruption. [Bonesha]- La jeunesse du parti MSD se dit choquÃ©e par les propos du gouverneur de la province de Gitega au sujet du jeune JuvÃ©nal Havyarimana, enlevÃ© Ã Gitega et tuÃ© Ã Mwaro. Eric Karorero demande Ã lâ€™AssemblÃ©e Nationale ou au prÃ©sident de la RÃ©public prendre des mesures Ã lâ€™encontre de ce dirigeant. Selon lui, cette autoritÃ© devrait dÃ©missionner de lui-mÃªme sans oubl que la justice devrait le poursuivre. Il poursuit en demandant aux jeunes de ce mouvement et Ã tous les membres de lâ€™ADC Ikibiri de rester serein et de ne pas cÃ©der Ã la provocation de certaines autoritÃ©s qui ne contrÃ´lent plus leurs prop [Rpa]Ï Diplomatie- Le BINUB salue la dÃ©cision du Parquet de Bujumbura de mettre en place une commission chargÃ©e dâ€™enquÃªter sur les exÃ©cutions extrajudiciaires contenues dans les rapports des organisations tant nationales quâ€™internationales. Il se rÃ©jouit de cette dÃ©cision puisquâ€™il sâ€™agit dâ€™une mise en application de lâ€™une des re la rÃ©solution 2027 du Conseil de SÃ©curitÃ© des Nations Unies de dÃ©cembre 2011. Il demande la collaboration avec la sociÃ©tÃ© civile burundaise. [Isanganiro]Ï Economie- Selon lâ€™OLUCOME, la situation Ã©conomique du pays nâ€™est pas b comme lâ€™ont constatÃ© les experts du Fonds MonÃ©taire Mondial qui sont venus au Burundi depuis fin mai et qui ont affirm que le Burundi nâ€™a pas connu une amÃ©lioration de sa situation Ã©conomique. Il prÃ©cise que les dÃ©penses sont Ã©norm alors que les rentrÃ©es monÃ©taires sont insuffisantes. Il demande aux autoritÃ©s burundaises de diminuer les dÃ©penses surtout liÃ©es aux descentes Ã lâ€™intÃ©rieur du pays. [Isanganiro/Rpa]- Dans cette logique, le ministre des Finances a adres une correspondance Ã tous les ministres pour leur demander de ne plus exÃ©cuter les engagements (les dÃ©penses) sauf les salaires. Selon lâ€™OLUCOME, cette dÃ©cision ne vient rien changer puisque les autoritÃ©s cherchent toujours Ã vivre au dessus des moyens dont dispose le pays. Le pays risque donc de manquer de lâ€™argent pour faire fonctionner les services publics. [Bonesha]Ï SÃ©curitÃ©- Le ministre de la DÃ©fense nationale et des Anciens combattants a mis sur pied une commission chargÃ©e dâ€™enquÃªter sur les dÃ©clarations de ManassÃ© Nzobonimpa au sujet de la probable responsabilitÃ© certains Ã©tablissements militaires quant Ã la mort du Major Jean Petit Nduwimana. Le porte-parole de la FDN estime donc quâ€™il est encore tÃ´t pour dire quoi que ce soit sur cette responsabilitÃ©. [Rpa]- Un groupe de malfaiteurs non encore identifiÃ© a brulÃ© 6 maisons sur la colline de Mahonda en zone et commune Songa de la province de Bururi. Tous les biens qui se trouvaient dans ces maisons nâ€™ont pas Ã©tÃ© sauvÃ©s. Les soupÃ§ons pÃ¨sent actuellement sur un voleur de bananes qui avait Ã©tÃ© dÃ©noncÃ© par un des propriÃ©taires de trois des maisons brulÃ©es. Mais ce suspect nâ€™a pas en arrÃªtÃ©. [Bonesha]Ï Justice- Les 23 personnes incarcÃ©rÃ©es depuis trois jours dans les cachots de la police Ã Gatumba ont Ã©tÃ© prÃ©sentÃ©es au Parquet de Bujumbura rural sis Ã Kabezi. Originaires de la commune Rugazi en province de Bubanza elles sont accusÃ©es dâ€™avoir voulu partir pour sâ€™enrÃ´ler dans les groupes armÃ©s. Leur avocat estime quâ€™elles ser relÃ¢chÃ©es puisquâ€™elles Ã©taient parties travailler comme des fabricants de briques aux abords de la Rusizi. [Rpa/Isanganiro] Ï Education - GrÃ¨ve des enseignants de lâ€™Ecole IndÃ©pendante de Bujumbura. Ils rÃ©clament que les rÃ¨glements qui rÃ©gissent les travailleurs fassent encore objet de discussion mais que la direction de cette Ã©cole a dÃ©jÃ commencÃ© Ã les mettre en application. La direction fait savoir que ce rÃ¨glement a dÃ©jÃ Ã©tÃ© transmis Ã lâ€™inspection travail. Quant aux Ã©lÃ¨ves, ils demandent que des nÃ©gociations soient engagÃ©es afin quâ€™ils regagnent les auditoires

puisque câ€™est la deuxiÃ¨me fois que ce personnel arrÃªte le travail au cours de cette annÃ©e scolaire et que le retard se fait sentir surtout au niveau des classes qui doivent passer des tests. [Rpa]Ï SociÃ©tÃ©- La population de la province de Makamba et surtout celle de la commune Nyanza-Lac se dit prÃ©occupÃ©e par le comportement de la Commission Nationale Terre et autres Biens (CNTB) accusÃ©e de vouloir chasser certains habitants au profit dâ€™autres. Ce comportement est de nature Ã engendrer des tensions entre la population rapatriÃ©e et celle restÃ©e au pays. Des sources sur place font savoir que beaucoup de cas de confrontation sont dÃ©jÃ signalÃ©s et ce Ã cause des dÃ©cisions prises par la CNTB surtout quâ€™elle ne respecte mÃªme pas les dÃ©cisions prises par les commissions antÃ©rieures. La population demande Ã la CNTB de laisser la population cohabiter en paix. [Rpa]